

de supprimer ces stimulants, à mon humble avis, est mauvais.

Ces propositions peuvent amener une diminution temporaire des prix, bien que j'en doute. Mais si le gouvernement et le ministre sont convaincus que de telles mesures peuvent seules atténuer l'inflation, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout dans le sens indiqué par leurs propositions? Je ne dis pas qu'ils le devraient. Je n'approuve pas les propositions. Je m'y opposerais parce que ce sont les plus démunis qui en souffriraient le plus. Je ne crois pas que cela soit juste, mais si le gouvernement le pense, lui, pourquoi ne vait-il pas jusqu'au bout?

Voici maintenant ce qui se passera: ceux qui jouissent d'une modeste aisance et les riches continueront à acheter ce qu'ils croiront nécessaire pour rendre leur vie plus agréable et si les prix sont effectivement réduits à cause d'une diminution de la demande, cela sera en partie attribuable aux gens à revenus faibles qui seront forcés de restreindre leurs achats à cause d'un manque de pouvoir d'achat. En tout cas, je suis sceptique.

Que dire des États-Unis, où l'inflation peut mettre, d'un instant à l'autre, le feu aux poudres, par suite de la guerre au Vietnam? Il n'y a pas longtemps encore, le président des États-Unis avait laissé entendre qu'il n'augmenterait pas les impôts. Je serai peut-être obligé de me dédire dans une ou deux semaines, car il n'a pas encore envoyé un message au Congrès, mais il est indiscutable que s'il y a un pays où le programme mis au point par le ministre des Finances serait approprié, c'est bien les États-Unis où existe un grave danger d'inflation.

M. Chrétien: Le député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Baldwin: Certainement.

M. Chrétien: Le député sait-il qu'aux États-Unis un contribuable marié qui n'a pas de personne à charge et qui reçoit un revenu brut de \$4,000 par année paie \$207 de plus en impôts?

M. Baldwin: C'est fort possible et si le secrétaire parlementaire me donne ces chiffres je suis prêt à les accepter, mais il ne s'agit pas de cela. Au Canada et aux États-Unis, nous sommes présentement arrivés à un certain niveau où les taxes ont été fixées et rapportent un certain montant et le ministre nous dit qu'afin d'arrêter l'inflation il doit augmenter les impôts. Ce n'est pas là, à mon avis, un bon programme. La menace étant plus grande aux États-Unis, si les autorités de

ce pays adoptaient la même attitude, le président et le gouvernement des États-Unis auraient aussi augmenté les taxes. C'est une question de relativité plutôt que de comparaison, monsieur l'Orateur.

Cette question me rappelle assez un régime qui eut cours autrefois au Royaume-Uni, alors que le Prince de Galles avait à son service un garçon qu'on appelait le *whipping boy*, et qui était une sorte de bouc émissaire. Quand le prince commettait quelque frasque, c'est ce garçon qui recevait le fouet. C'est exactement ce qui se produit ici. Les erreurs commises par le gouvernement et par certaines personnalités de l'industrie et de la finance, de nombreux Canadiens à revenu modeste les expient; ce n'est pas de ce genre de solution dont la Chambre peut se féliciter.

Tout débat sur le budget doit normalement comporter d'autres sujets d'étude. Dans une très grande mesure, les prix découlent du coût qu'entraîne l'imposition de taxes. La valeur des capitaux et de la main-d'œuvre qui entrent dans le prix d'un article, ou d'un service, est certes déterminée en grande partie par le montant de taxes imposées, surtout de nos jours, car ces taxes ont un effet de pyramide. Or, l'imposition est déterminée par les frais d'administration gouvernementale; à mon avis, le gouvernement est hypocrite quand il dit aux travailleurs et aux industriels de suivre des principes directeurs, à moins qu'il ne s'impose à lui-même une discipline et qu'il ne mette de l'ordre dans la maison.

Il y a l'afflux grandissant de fonctionnaires. Il y a le rejet de la quasi-totalité des recommandations de la Commission Glassco et le refus de les mettre en œuvre, sauf une fraction. Il y a les incidences d'erreur, de gaspillage, les versements extravagants et non productifs qui figurent dans le rapport de l'Auditeur général et les recommandations du comité des comptes publics auxquelles le gouvernement n'a pas donné suite dans 80 p. 100 des cas.

Rien d'étonnant que l'industrie et les syndicats répondent: «Et après?» au ministre des Finances et au premier ministre (M. Pearson) lorsque ceux-ci leur proposent timidement de contenir les hausses de prix et de salaires. Ils ont parfaitement raison, je pense, de dire aux dirigeants du pays: «Commencez et nous vous suivrons». Cela me semble indispensable.

J'aimerais en dire davantage sur les impôts, mais le temps me fait défaut. Néanmoins, j'aurai amplement l'occasion de le faire lors de la présentation du rapport de la Commission Carter, mais j'estime que le régime fiscal actuel a été établi à la façon d'un mélange hétéroclite, sans rime ni raison, sans